

**Nations unies - Adoption de la
résolution "Vers un Pacte mondial
pour l'Environnement" -
Interventions du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies
(New York, 10 mai 2018)**

Intervention avant le vote

Monsieur le Président,

Chers collègues, chers amis,

J'ai l'honneur de présenter, au nom de la centaine de co-parrains, le projet de résolution A/72/L.51 intitulé " Vers un Pacte mondial pour l'Environnement ".

La dégradation sans précédent de notre environnement provoque déjà, nous le savons, des centaines de milliers de morts, dus au réchauffement de la planète, à la pollution de l'eau et de l'air, à la dégradation de la biodiversité et des sols. Ces atteintes à l'environnement touchent d'abord les populations les plus vulnérables. Si nous n'agissons pas de façon déterminée, nous nous exposons à des conséquences dramatiques : épuisement des ressources naturelles, exodes, recrudescence des conflits.

La Déclaration de Rio, en 1992, a permis d'ériger les grands principes pour la protection de l'environnement et divers outils multilatéraux ont été élaborés dans plusieurs domaines spécifiques pour répondre aux défis environnementaux.

Face à l'urgence environnementale, la communauté internationale doit prendre de nouvelles responsabilités et franchir une nouvelle étape. L'adoption de l'Agenda 2030 et l'entrée en vigueur anticipée de l'Accord de Paris ont démontré qu'il était possible d'agir concrètement et avec ambition sur les questions environnementales. En élaborant un nouvel outil destiné à renforcer nos engagements dans le domaine de l'environnement, nous nous montrons à la hauteur des enjeux actuels et à venir.

Chers amis,

Le projet de résolution A/72/L.51 que nous présentons aujourd'hui contribue à cet effort commun. Il crée un groupe de travail ouvert, destiné à identifier les lacunes du droit international de l'environnement et des instruments en matière d'environnement et à évaluer la nécessité d'élaborer un nouvel instrument international. Ce groupe de travail devra par ailleurs formuler des recommandations à l'Assemblée générale d'ici mi-2019, y compris en vue de la convocation d'une conférence intergouvernementale. Enfin, l'ensemble du processus sera soutenu par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, avec l'aide de contributions volontaires.

Ce projet de résolution que nous présentons aujourd'hui a fait l'objet de longues discussions et je tiens ici à remercier nos très nombreux co-parrains mais aussi chacune et chacun d'entre vous pour votre engagement dans cette démarche résolument inclusive. Ce projet de résolution est le fruit d'un compromis et n'anticipe en rien l'avenir des discussions au sein du groupe de travail ouvert. Il n'anticipe pas non plus la décision que prendra l'Assemblée générale, sur recommandation du groupe de travail. Il vise certes à engager des discussions, mais qui s'appuient sur des principes fondateurs et des bases solides comme celles de Rio, ou encore les Conventions sectorielles, en particulier sur le climat, la biodiversité, la désertification, les déchets et produits chimiques.

Il est de notre responsabilité commune de porter plus haut, ensemble, nos ambitions pour la protection de la planète et de disposer pour cela des outils appropriés.

Comme je l'ai souligné, ce projet de résolution est le résultat équilibré d'une négociation très constructive. La France a par ailleurs déployé des efforts considérables, vous le savez, pour parvenir à un consensus acceptable, y compris en faisant des compromis importants sur le texte et en prenant pleinement en compte les souhaits et préoccupations de tous.

C'est pourquoi nous regrettons qu'une demande de modification de cet équilibre ait été proposée en dernière minute et nous invitons donc respectueusement et amicalement le Kenya à prendre en considération ces efforts de compromis et à retirer son amendement. Nous regrettons également qu'un vote ait été demandé sur notre texte et espérons encore que l'intérêt supérieur de la planète prévaudra et que ceux qui ont demandé ce vote reviennent amicalement sur leur décision.

Pour conclure, Monsieur le Président, chers collègues, chers amis, nous invitons toutes les délégations, comme je l'ai rappelé en début de cette session, à soutenir le projet de résolution procédural " Vers un Pacte mondial pour l'environnement ". Je vous remercie chaleureusement à nouveau toutes et tous pour votre engagement, pour votre soutien et pour votre vote positif.

Intervention après le vote

Monsieur le Président,

Je souhaitais simplement, au nom de la France, remercier chaleureusement les Etats membres pour leur esprit constructif et leur soutien qui ont permis l'excellent résultat d'aujourd'hui, avec 143 votes en faveur de notre résolution. Nous sommes particulièrement encouragés également par le soutien d'une centaine de co-parrains. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes.

Sur la base de notre succès commun, nous nous réjouissons de poursuivre les discussions avec toutes les délégations au sein du groupe de travail ouvert dans ce même esprit d'ouverture et d'inclusivité.

Vous pouvez compter, mes chers amis, sur l'engagement résolu de la France en ce sens, pour nous rassembler au service de la protection de l'environnement et de notre planète. Je vous remercie./.